



Milieu populaire et droits des femmes : une double lutte

Pour les femmes issues du milieu populaire, que ce soit hier ou aujourd'hui, jouir de leurs droits fondamentaux nécessite presque toujours une double lutte : celle à mener en tant que personne issue d'une classe sociale qui ne détient pas le pouvoir et celle à mener en tant que femme dans un monde dominé par les hommes, où les stéréotypes sexistes conditionnent le mode de pensée. En plus ou plutôt à côté de l'enseignement, l'éducation permanente est un des instruments dont les femmes du milieu populaire disposent pour y parvenir.

Même pour les femmes bourgeoises, rien n'est simple... En voici trois exemples :

Olympe de Gouges

Cette française, née en 1748 à Montauban, est issue d'un milieu aisé. Passionnée de lettres et de justice sociale, Olympe de Gouges est l'auteure d'un petit livret intitulé : « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. » Cette militante de l'abolition de l'esclavage des noirs et du droit de vote des femmes nous a laissé une phrase marquante : « Puisque la femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle devrait aussi avoir le droit de monter à la tribune. »

Cette femme déterminée a activement pris part à la révolution française en proposant un impôt patriotique, ainsi qu'un vaste programme de réformes sociales et sociétales. Elle a obtenu que les femmes soient admises dans une cérémonie à caractère national, « la fête de la loi », le 3 juin 1792, puis à la commémoration de la prise de la Bastille le 14 juillet 1792. Mais quand cette femme droite et entière s'en prend vivement à ceux qui ont commis des atrocités à Paris, les 2 et 3 septembre 1792, elle est arrêtée et déférée devant le tribunal révolutionnaire. Elle est guillotinée le 3 novembre 1793.

Le procureur de la commune de Paris, dans un discours aux républicains, a fustigé sa mémoire et applaudi à son exécution, car elle avait « oublié les vertus qui conviennent à son sexe ». De son vivant, Olympe de Gouges a subi beaucoup de préjugés. On disait, par exemple, qu'elle ne savait pas véritablement écrire et que d'autres le faisaient pour elle.

Après son exécution, son nom sera sali, elle sera notamment qualifiée de prostituée. Il faudra attendre la fin de la seconde Guerre mondiale pour qu'elle sorte de la caricature. Étudiée, discutée, particulièrement aux Etats-Unis et en Allemagne, son originalité, son indépendance d'esprit, ses écrits courageux et sa générosité, de même que son honnêteté intellectuelle en font une grande figure de l'humanisme de la fin du XVIIIe siècle.

Isabelle Gatti de Gamond :

Née à Paris en 1829, d'un père artiste peintre et d'une mère femme de lettres, Isabelle Gatti de Gamond appartient à une famille bourgeoise aisée.

A l'âge de 17 ans, elle part en Pologne comme gouvernante de deux jeunes filles. Là, elle trouve un environnement favorable à son développement culturel. Grâce à la bibliothèque bien garnie de son employeur, elle réussit à combler son ignorance en travaillant jusque tard dans la nuit. Pendant son séjour de cinq ans, elle apprend le latin et le grec et acquiert une connaissance étendue de la philosophie et des sciences.

De retour en Belgique, à 22 ans, elle s'installe à Bruxelles où elle continue ses études et s'intéresse aussi à l'éducation. En 1862, elle publie un magazine : « Education de la femme ». A cette époque, il existait une grande antipathie vis-à-vis des femmes savantes parce qu'on trouvait que l'émancipation leur faisait perdre leur féminité. Dans ce magazine, elle décrit de manière détaillée ses idées sur l'égalité de la femme et le besoin d'enseignement.

En 1892, Isabelle Gatti ouvre une école d'enseignement pré-universitaire pour filles. Quand elle quitte l'enseignement en 1899, la ville de Bruxelles la nomme directrice d'honneur du Cours d'Education et lui décerne une médaille d'or. Isabelle, même à l'âge de la retraite, ne reste pas inactive. Elle s'est toujours intéressée à la situation sociale des travailleuses et fonde à Bruxelles une organisation d'entraide de femmes de diverses professions.

Vers 1900, elle publie plusieurs articles sur l'émancipation des femmes. Elle adhère au parti socialiste et y défend la cause des femmes avec ardeur. Toute sa vie, elle a œuvré pour l'émancipation des femmes en se heurtant à des résistances et des critiques. Sa plus grande déception est sans doute la décision du Parti Ouvrier Belge de se battre d'abord pour le droit de vote simple pour les hommes (1901), en remettant à plus tard le combat pour le droit de vote des femmes. Lors du congrès du POB, en 1902, elle affirme dans son discours : « ...l'homme ne sera libre que quand la femme le sera aussi. »

Le droit de vote des femmes belges aux législatives ne sera acquis qu'en 1948, elles voteront pour la première fois en 1949, presque 20 ans après les femmes turques !

Marie Popelin

Femme brillante, elle termine ses études de droit à l'ULB en 1888. Elle n'a jamais reçu l'autorisation de s'inscrire au barreau et, par conséquent, n'a jamais pu exercer sa profession. Cette décision du ministre de la Justice de l'époque va faire d'elle la première féministe engagée dans notre pays. Pour mémoire, notons que la profession d'avocat n'a été ouverte aux femmes qu'en 1922.

De sa contestation va naître le premier mouvement de femmes belges, en 1892, lorsqu'elle fonde la « Ligue du droit des femmes », avec l'aide de Léonie Lafontaine.

En 1889, elle est désignée pour représenter la Belgique au Conseil International des Femmes.

L'exemple du combat de ces trois femmes issues de la bourgeoisie pour faire valoir le droit des femmes, illustre combien, même si elles ont bénéficié de l'instruction, toutes les trois se sont heurtées à la mentalité de leur époque, dominée par l'image de l'homme au pouvoir et de la femme en état de dépendance par rapport à lui.

Olympe, Isabelle, Marie...**et les autres... ?**

A côté de ces femmes d'exception issues de la bourgeoisie, la majorité des femmes sont cantonnées dans les tâches domestiques et dans les tâches éducatives. A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les femmes du milieu ouvrier, peu instruites, se retrouvent dans les travaux liés à l'agriculture, au commerce, aux industries (verreries, mines, usines textiles...),

leurs salaires sont inférieurs de moitié à ceux des hommes, même pour les travaux lourds. Les familles ouvrières sont très nombreuses, les femmes cumulent les tâches, sans grande reconnaissance sociale.

Une solidarité au-delà des classes sociales

Les féministes de l'époque, le plus souvent issues d'un milieu social aisé, s'engagent dans une longue période de revendications basées sur l'idée que la femme n'est pas inférieure à l'homme. Elles prennent conscience de la situation dramatique des ouvrières et se mobilisent pour faire changer les choses. L'éducation des jeunes filles est pour elles une priorité absolue car elle leur permettra d'accéder à l'autonomie.

C'est ainsi que **Victoire Cappe**, née à Liège en 1886, régente de formation et qui connaît bien la situation des femmes du monde ouvrier, veut lancer des initiatives pour et avec les travailleuses pour améliorer leur situation. Elle se préoccupe du sort des ouvrières couturières, qui confectionnent des vêtements à domicile pour des clientes aisées, ou pour des ateliers. Ces ouvrières sont seules face aux exigences de leurs patron(ne)s. Victoire Cappe pense que, si ces femmes se regroupaient, elles seraient plus fortes pour revendiquer leurs droits.

Elle fonde le « Syndicat de l'Aiguille », ancêtre des Ligues Ouvrières Féminines, aujourd'hui devenu le mouvement Vie Féminine. Dès le début de son action, elle allie l'atout de connaître parfaitement la situation des femmes grâce à des enquêtes régulières, afin de revendiquer des conditions de travail meilleures, et celui d'améliorer les connaissances des ouvrières en organisant des cercles d'études sur des sujets très variés de la vie quotidienne, puis des cours du soir de commerce, de langue, de mathématique, pour finalement devenir une véritable école commerciale pour jeunes filles.

Elle pense que le syndicat féminin doit être dirigé par des femmes. Tout le monde ne partage pas son point de vue. Les hommes voient d'un mauvais œil le développement d'une branche syndicale parallèle dont ils ne dirigeraient pas l'action. Après la guerre de 14-18, les syndicats féminins rejoignent les syndicats masculins, pour former un seul syndicat mixte. Et peu à peu, nous pouvons observer la disparition des femmes aux postes de direction et même aux postes à responsabilité !

L'instruction obligatoire et gratuite pour les enfants jusqu'à 14 ans

En 1914, après des années de lutte et de mobilisation, la loi sur l'instruction gratuite et obligatoire et l'interdiction du travail des enfants est promulguée. A cause de la guerre, elle ne sera appliquée qu'en 1919. Cette loi est une avancée extrêmement importante en matière d'accès aux savoirs pour tous.

Et pourtant, malgré son existence, de profondes inégalités vont subsister, et subsistent d'ailleurs encore de nos jours. Des inégalités entre les classes sociales - il suffit de regarder l'origine sociale des jeunes universitaires pour s'en convaincre - et entre les filles et les garçons. Bien que les filles réussissent généralement mieux leurs études que les garçons, elles ont plus d'embûches sur le chemin professionnel, ce qui aboutit en fin de course à des salaires inférieurs et des pensions peu élevées.

L'éducation permanente : une chance ...

L'éducation populaire, puis éducation permanente, reconnue en 1976, est une démarche intellectuelle très concrète mise au point par les mouvements et qui vise à la promotion du monde ouvrier. Cet outil original a permis aux mouvements de femmes de faire apparaître, par une prise de conscience individuelle et collective, les inégalités vécues au quotidien par les femmes du milieu populaire, et de développer en même temps des stratégies pour faire évoluer les mentalités et pour mener des actions politiques visant à agir structurellement sur leurs causes.

Vie Féminine existe toujours, bien loin de l'image éculée des « réunions-tricot ». L'ACRF (Action chrétienne rurale des femmes), le Collectif des Femmes à Louvain-la-Neuve, et une multitude d'associations travaillent aujourd'hui dans l'esprit de l'éducation permanente. Le public, au fil des décennies, s'est diversifié, notamment en termes d'origine culturelle. Les femmes d'origine étrangère ont un obstacle supplémentaire à affronter, en plus du fait d'être femmes et de milieu populaire : celui d'être d'une autre culture, pas toujours « bien vue » et pas toujours à la pointe du respect de leurs droits et de leur dignité. Sortir de chez elles, apprendre à lire et à écrire, prendre du temps pour leur bien-être : rien n'est acquis pour elles. La lutte pour l'égalité entre hommes et femmes n'est pas finie...

En conclusion

Année après année, la vie continue et l'Histoire des femmes s'y imbrique, avec ses figures de proue, ses luttes, ses avancées et ses reculs. Avec ses milliers de militantes anonymes qui se mobilisent, dans l'ombre, pour l'émancipation des femmes.

Aujourd'hui, dans notre pays, de nombreux droits ont été acquis : l'enseignement est obligatoire pour tous jusqu'à 18 ans, nous avons construit un système performant de sécurité sociale. Il n'en demeure pas moins que les inégalités sont encore très présentes. Celles vécues par les femmes sont toujours aussi criantes, que ce soit en matière de salaire, de pension, de charge de travail domestique, de violence conjugale. La précarité des femmes est un réel défi pour notre démocratie. Pour les femmes du milieu populaire, la double lutte est encore toujours bien d'actualité, lutte contre les mentalités et lutte des classes, même si celle-ci a pris une physionomie différente dans le contexte actuel.

L'éducation permanente est un des outils pour relever ce défi. C'est en partant des connaissances et de l'histoire individuelle des femmes, pour les rendre visibles et les analyser que l'on peut passer d'une situation individuelle à une vision collective... En recherchant ensemble des solutions et en les expérimentant, en construisant des revendications politiques et en imaginant des stratégies pour les faire aboutir... En essayant de faire changer les mentalités des femmes et des hommes de notre temps, en créant des alliances entre les classes sociales et entre les hommes et les femmes qu'ensemble nous construirons une société plus juste, plus humaine et non discriminante.

C'est une démarche captivante mais toujours à remettre sur le métier.

M-C Lothier
Vivre Ensemble Education
Décembre 2007

Sources

- Sophie Mousset, Olympe de Gouges et les droits de la femme.
- Isabelle Gatti de Gamond et l'origine de l'enseignement secondaire des jeunes filles en Belgique, B.J. Baudart.
- Victoire Cappe, une vie chrétienne, sociale, féministe. Denise Keymolen
- Des envies individuelles au changement collectif..., une recherche-action sur l'éducation permanente menée par Vie Féminine en 2000-2001.
- Objectif Femmes décembre 2004, 100 ans de lutte des femmes en Belgique.
- Au féminin précaire, Comment les femmes vivent-elles la précarité aujourd'hui ? Vie Féminine 2006